L'année financière à New-York.

L'année qui vient de s'écouler restera à jamais mémorable dans les annales financières des Etats-Unis.

L'épouvantable catastrophe qui a bouleversé le pays au mois de septembre, domine tout le cours des événements de 1873, mais chacun de ces événements a formé un degré de la pente qui conduisait à l'abîme.

Regardons en arrière, reprenons la marche des choses à son début et suivons-la dans ses conséquences. L'histoire de l'année, envisagée à ce point de vue et du milieu de la situation actuelle, n'est plus une banale revue de faits isolés; elle acquiert une continuité et un intérêt tout particulier.

Jetons d'abord un coup d'œil sur la condition de *Wall Street* dans les premiers jours de Janvier.

Toutes les maisons de banque qui avaient entrepris d'aider à la construction de nouvelles lignes de chemins de fer, se trouvaient engagées très avant dans cette voie périlleuse. A la période d'engouement pour toutes sortes d'obligations et de valeurs, avait succédé le refroidissement de la faveur publique. On cherchait à revendre plutôt qu'on ne désirait acheter. Cependant il fallait de l'argent aux nouvelles Compagnies dont le succès devenait une question de vie ou de mort pour leurs banquiers. Confiant dans l'avenir, ces derniers prêtèrent non-seulement leurs propres fonds, mais ceux de leurs clients. Qu'arriva-t-il? Que la situation de ces maisons se traduisit par l'immobilisation de tous leurs capitaux et d'une grande partie de leurs dépôts et par un portefeuille de millions de titres invendables. Le sol était miné et, à la moindre secousse un peu générale, devait s'effondrer.

Si nous nous transportons au milieu des spéculateurs proprement dits, nous trouvons les fortunes et les positions assises sur des fondations également ébranlées. C'était après la grande campagne d'automne, pendant laquelle Jay Gould, le chef des baissiers, avait si complètement triomphé du parti Vanderbilt et déjoué les plans du Ministre des Finances dont l'intervention ne fit que tourner au profit du trop habile spéculateur; c'était après le fameux accaparement des valeurs de Chicago & Northwestern, opération qui causa la ruine de l'ancien associé de Gould, M. Smith, lui coûta de un à deux millions de dollars et mit hors de combat le vétérinaire Daniel Drew dont les pertes s'élevèrent à près d'un million et demi.

La lutte n'était pas terminée et devait renaître et se prolonger avec toutes les vicissitudes de la Bourse.

Ce fut sous ces auspices que s'ouvrit la nouvelle année.

Notons, en premier lieu, la formation du syndicat, composé de MM. Jay Cooke et Cie, Morton, Bliss et Cie, Drexel, Morgan et Cie, en Amérique et de leurs correspondants, et des MM. Rothschild, Baring, à l'étranger. On leur confia la négociation du solde de l'emprunt cinq pour cent.

Le marché des capitaux, actif au début, puis plus aisé après le paiement des intérêts et des dividendes de janvier, n'offrit aucune importante particularité pendant le premier mois. Les cours oscillèrent entre les taux extrêmes de 5 1/2 par an à 1 1/2 par jour. L'or était faible. On fit 111 7/8 au plus bas et 114 au plus haut.

La spéculation se ranima, comme de coutume, vers la fin de janvier. Le New York Central lança un emprunt de \$40,000,000 dont £2,000,000 en sterling. Le Chicago &

Rock Island annonça l'émission de 60,000 nouvelles actions.

L'horizon ne tarda pas, cependant, à s'obscurcir. On vit bientôt se dessiner un danger qui prit des proportions de plus en plus sérieuses, et plana sur la place pendant plusieurs mois.

L'argent monte à des taux presque inaccessibles. Un groupe de spéculateurs qui se sont mis à la baisse organisant un vaste *lockupage*. Les capitaux disparaissent. On paye 1/2 par jour et le resserrement s'aggrave d'heure en heure. C'est encore le trop célèbre Gould qui conduit la charge. Mais une coalition puissante se forme contre lui et lui tient tête.

Le "Commodore" Vanderbilt, de concert avec Smith, devenu l'ennemi acharné de son associé d'autrefois, s'est porté acquéreur de la majorité des actions du Western Union Telegraph Company. Cette valeur est ajoutée à la liste des "Vanderbilt Stocks" et, en dépit de bien des rumeurs défavorables, bondit de 78 7/8 en janvier à 94 en février. La botte a porté et Gould est atteint en pleine poitrine. Ses pertes sont considérables.

Cette victoire individuelle n'en coûtait pas moins fort cher et les baissiers avaient beau jeu. Le fardeau du Western Union pesait lourdement sur les épaules du "Commodore" et de ses amis. Mars et avril n'apportèrent aucun soulagement notable à l'état du marché des capitaux. L'intervention du Secrétaire du Trésor ne fit qu'empirer les choses. Les cours fléchirent sur presque toute la ligne des valeurs de Bourse et le taux de l'intérêt demeura exorbitant. On comprend, en présence d'une situation aussi tendue, les efforts qu'il fallait pour défendre les titres que représentait le parti Vanderbilt. Réaliser, c'était la débâcle; emprunter, le plus onéreux des tributs.

Vers le mois de mai, le retour du "currency" que les campagnes renvoyaient à New-York, et l'élasticité naturelle de la place permirent aux haussiers de reprendre l'ascendant et de recueillir les fruits de leur triomphe.

La Bourse de l'or avait été pendant cette période, le théâtre d'actives opérations. Dès le mois de mars, une clique, se basant sur l'excédant probable des importations sur les exportations, et dirigée par l'infatigable Jay Gould qui cherchait à se refaire de ses pertes, poussa à la hausse par tous les moyens possibles. Le métal précieux atteignit 117, puis 119 1/8 en avril, pour retomber à 117, 116 3/4, 115 5/8, se relever encore jusqu'à 118 5/8 au mois de mai et s'effondrer définitivement en juin. Après une lutte acharnée mais infructueuse, Jay Gould se retira vaincu, en laissant, dit-on, sur le champ de bataille, près de 2 millions. C'était un rude coup, et le redoutable spéculateur se trouvait privé de sa principale force: la faculté de disposer de vastes capitaux que lui fournissait la confiance en son habileté.

Contrairement à l'attente générale, et malgré les fortes chaleurs, il règne en juillet une grande activité dans *Wall Street*. L'argent est abondant, et les compte-rendus des chemins de fer indiquent une augmentation considérable des recettes, comparativement à l'année précédente.

L'affaire de l'Union Pacific, auquel l'injonction lancée par une Cour Fédérale défendit de payer les intérêts aux porteurs de certaines obligations obtenues frauduleusement, le procès intenté à la Compagnie du Pacific Mail par son Président, la tentative d'étrangler le découvert sur l'Erie, les dividendes déclarés par cette dernière ligne, forment la liste des principaux incidents du mois.

Vers la même époque, le Gouvernement de Berlin plaçait \$10,000,000 en fonds publics américains qui acquirent aussi un nouveau prestige.

La mort de M. Horace Clark, en juin, avait privé le groupe Vanderbilt de l'un de ses membres les plus capables. Le mois suivant, le Commodore Vanderbilt est porté à la présidence du Lake Shore RR. dont les actions montent immédiatement de 10 1/2.

La puissance du "Prince des Chemins de Fer" semblait arrivée à son apogée. Ce nouvel avènement plaçait directement sous la main du grand monopoliste 3,000 milles de voie ferrée, reliant les foyers de la vie et de la richesse nationales. Le vaste réseau télégraphique du Western Union était, en quelque sorte, en son pouvoir. Le capital-actions de ces différentes "Corporations" réunies s'élevait à environ \$250,000,000 et, plus de la moitié de cette somme appartenait, dit-on, aux Vanderbilt et à leurs associés. Mais cet immense édifice reposait sur le sable. On sait le système de crédit en vigueur dans *Wall Street*. On sait que l'on y vend ce qu'on ne possède pas et que l'on y achète ce qu'on ne peut pas payer. C'était là le défaut de la cuirasse du Commodore et de son parti. Ils avaient dû emprunter plusieurs millions des capitaux flottants de la place, pour se rendre les maîtres apparents de ces différentes entreprises. Il s'en suivait qu'un grand nombre de banques et d'institutions de crédit se trouvaient continuellement leurs créanciers pour de grosses sommes. Tant que la confiance n'était pas ébranlée, cet état de choses donnait entière satisfaction aux deux parties et pouvait n'offrir aucun inconvénient. Mais supposez une panique: tout croule.

Le mois d'août s'écoule dans un calme relatif. Le ministre des Finances vend 6 millions d'or, mesure motivée, assure-t-on, par les embarras du syndicat, et appelle au remboursement \$15,000,000 de cinq-vingt, puis \$20,000,000 au commencement de septembre, époque à laquelle les \$15,000,000 de l'indemnité de l'Alabama sont versés dans la caisse du Trésor fédéral.

On approchait, sans le savoir, des mémorables événements qui devaient mettre à si terrible épreuve les forces du pays. La demande de "greenbacks" pour l'Ouest s'accusa de meilleure heure que d'habitude, et inspira d'assez vives inquiétudes. Les premiers grondements de l'orage ne tardèrent de se faire entendre. Le 9 septembre, la Warehouse & Security Company suspendit ses paiements. Cet établissement, qui jouissait d'un crédit de premier ordre, entraîné par l'esprit de spéculation au-delà des bornes de la prudence, avait fait des avances considérables à une "Construction Company" chargée de la construction du Missouri Kansas et Texas, et qui ne put faire honneur à ses engagements à l'échéance. Quelques jours plus tard, on annonçait la faillite de MM. Kenyon, Coy et Cie, dont les relations avec le Canada Southern RR. étaient bien connues.

Ce furent deux coups mortels portés aux valeurs de chemins de fer, dont la popularité était à son déclin depuis longtemps. Cependant les haussiers cherchèrent à faire bonne contenance et le groupe Vanderbilt remua ciel et terre pour maintenir à leur hauteur habituelle les titres qu'ils monopolisaient. Le succès couronna leurs efforts pendant quelques jours, et le Lake Shore, le New-York Central, le Western Union Telegraph demeurèrent aux cours les plus élevés de la saison. C'était lutter contre la force et la logique des choses, et s'épuiser en pure perte.

Le 20 septembre, alors qu'on s'aveuglait